



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
30 novembre 2016  
Français  
Original : anglais

---

### **Lettre datée du 29 novembre 2016, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je souhaite appeler votre attention sur l'annonce faite le 28 novembre 2016 à Sanaa par le « Conseil politique » des rebelles houthistes et pro-Saleh au sujet de la constitution d'un « gouvernement de salut national » (voir annexe), qui est non seulement un nouvel organe illégitime et inconstitutionnel formé par les putschistes, mais aussi une mesure supplémentaire faisant obstacle aux consultations de paix menées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, conformément aux modalités d'instauration de la paix au Yémen, convenues dans le cadre de l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et de son mécanisme de mise en œuvre, des textes issus de la Conférence de dialogue national et des résolutions du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2216 (2015).

Le Gouvernement yéménite rejette fermement cette mesure unilatérale et exhorte le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités et à faire le nécessaire pour condamner cet acte qui risque de compromettre le processus de paix. Mon gouvernement réaffirme par ailleurs son appui aux consultations menées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies et soutient l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen dans la recherche d'un règlement pacifique à la crise au Yémen, selon les modalités arrêtées.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Khaled H. Alyemany



**Annexe à la lettre datée du 29 novembre 2016 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : arabe]

**La présidence : La mesure prise par la milice à Sanaa confirme  
la stratégie de coup d'État et les putschistes devront répondre  
de leurs actes**

Une source haut placée à la présidence de la République a déclaré :

L'annonce par la milice houthiste et pro-Saleh de la formation d'un soi-disant gouvernement à Sanaa montre une nouvelle fois au peuple et au monde entier que les putschistes ne renoncent aucunement à leurs tactiques, ce qui anéantit toute possibilité de dialogue et de paix et révèle au grand jour qu'ils torpillent toute tentative d'instaurer la paix et la stabilité et persistent de manière insensée à semer le chaos et la destruction, à parrainer le terrorisme et à déchirer la nation.

Dans une déclaration à l'agence de presse yéménite Saba, la source ajoute :

L'action de la milice montre au monde entier et à toute personne de bonne foi que ces renégats sont résolus à semer la destruction, à déchirer la société et à déclencher des guerres et prouve également ce que nous affirmons depuis toujours, à l'instar des forces patriotiques pacifiques, à savoir que leur réaction aux appels à un règlement pacifique est insidieuse. Ils ont clairement dénigré toutes les initiatives de la communauté internationale, multipliant les mensonges, et n'ont que du ressentiment envers notre peuple, qu'ils traitent de façon irresponsable.

Nous avons toujours fait preuve de bienveillance pour épargner à notre pays la violence et les combats, afin de protéger notre peuple et d'assumer nos responsabilités, forts de notre sentiment d'appartenance à cette nation. Nous répondons sincèrement à tous les appels à la paix, engageons sans cesse la communauté internationale à faire appliquer les résolutions de la légitimité internationale, le moyen le plus sûr de rétablir la stabilité au Yémen, ce qui ne se produira que lorsqu'on mettra fin au putsch. Malheureusement, l'apathie et l'attitude conciliante de la communauté internationale ont laissé croire aux milices à l'origine du coup d'État que ce dernier était accepté dans le monde entier, ce qui les a encouragées à continuer sur cette voie.

La source estime que les agissements de la milice putschiste confirment qu'elle persiste dans sa démarche. Il est nécessaire que les pays de la région et du monde prennent conscience du danger posé par cette milice, d'autant plus qu'elle cherche à semer l'anarchie et à inciter au rejet de toutes les lois et les coutumes, menaçant ainsi la paix de la région tout entière, pas seulement du Yémen.

La source a ajouté :

Nous suivons de près ces mesures, qui ne diminueront en rien l'opposition du peuple au coup d'État, mais au contraire affermiront sa volonté d'y mettre fin, d'arrêter la milice et de la désarmer. La dernière mesure a réduit à néant tous les efforts que nous avons faits, avec l'aide du monde entier, en faveur de la

paix. Il nous faut intensifier l'action menée à l'échelle régionale et mondiale pour mettre sérieusement fin au coup d'État et appliquer effectivement les résolutions de la légitimité internationale faisant autorité, en renforçant les institutions de l'État légitimes et en éliminant tout ce qui a trait au putsch.

La source a affirmé que quiconque avait participé aux diverses étapes du coup d'État, notamment les membres des prétendus comités et conseils et du gouvernement, était considéré comme un complice des putschistes et serait poursuivi en justice à tous les niveaux, dans le cadre de la coopération régionale et internationale. Toute personne qui avait été incitée à prendre part à ces actions devrait s'en dissocier sans plus attendre.

La source a également indiqué que les putschistes et leurs complices recherchés par la justice feraient l'objet de procédures judiciaires. Celles-ci avaient déjà été lancées et le comité des sanctions poursuivrait les militaires, les politiques et les hommes d'affaires qui avaient soutenu les putschistes. Le sang des martyrs de la nation et les sacrifices faits par les Yéménites ne resteraient pas vains.

La source a engagé tous les partenaires internationaux, en particulier l'Organisation des Nations Unies, les États membres du Conseil de sécurité, l'Organisation de la coopération islamique, la Ligue des États arabes, le Conseil de coopération des États arabes du Golfe et tous les États frères et amis à condamner cette mesure, à tenir les milices responsables du recul du dialogue et de l'édification de la paix, à œuvrer sans délai pour appuyer les processus légitimes et éliminer tous les aspects du coup d'État, à s'abstenir de communiquer avec tous les hors-la-loi ou de les héberger, notamment les représentants des milices houthistes et pro-Saleh et les membres du prétendu gouvernement, et à prêter attention au péril que représentent pour la paix régionale et mondiale les milices qui sèment le chaos.

Aden : saba.net  
Le 29 novembre 2016